



Indispensable fraternité

Un climat social agité sans possibilité de dialogue, des débats politiques très clivés, une difficulté à réunir une majorité autour de mesures en faveur du climat ... Et ce, alors que notre continent est marqué par une guerre terrible qui menace de durer en Ukraine, et l'incapacité à accueillir humainement des migrants venus pour l'essentiel du continent africain. Dans ce contexte, il peut sembler presque naïf de prétendre parler Fraternité en ce début d'année 2023. Et pourtant, nous avons choisi ce thème, fin 2022, pour la rencontre annuelle des Semaines sociales de France (1), à Lille : « La fraternité, notre combat ! Pour bâtir un avenir durable ». Trois jours durant, nous avons mobilisé experts, philosophes, élus, témoins engagés, chrétiens et non chrétiens... Nous en sommes ressortis avec la conviction que, au contraire, la Fraternité restait **un principe positif, fertile, voire subversif**, car il bouscule l'ordre établi. Et qu'il était plus que jamais indispensable pour permettre aux citoyens de ce pays de vivre ensemble, rejoignant ainsi les propos du Pape François dans l'encyclique « Fratelli Tutti ».

Pour ne pas en rester au seul niveau des vœux pieux et de la bonne conscience, voici quelques pistes d'engagements que nous appelons à prendre, à titre personnel, associatif et politique.

1. Les engagements personnels

La rencontre de l'autre est au cœur de notre vie mais cette rencontre ne va pas de soi. Notre combat pour la Fraternité est d'abord un combat personnel, une conversion.

- **Se comprendre** : Il faut admettre que les gens en face de nous sont différents. L'autre est un mystère : se comprendre nécessite un véritable effort, un engagement de soi-même.
- **S'écouter** : Dans une France très divisée, le manque d'écoute suscite la défiance. Il s'agit de prendre le temps d'écouter l'autre pour ce qu'il est, comme on écoute un frère.
- **Se parler** : Dans la Bible, c'est parce qu'il n'a pas su lui parler que Caïn a fini par tuer Abel. Des mots peuvent tuer encore aujourd'hui, et pas seulement symboliquement. L'époque appelle à la modération dans nos échanges en particulier sur les réseaux sociaux : nous devons nous astreindre à ne pas y tenir des propos plus virulents que ceux tenus dans la vraie vie.
- **Modérer sa consommation** : La crise est systémique et implique un effort collectif. Notre avenir commun passe nécessairement par la décroissance de notre impact sur

l'environnement et donc un changement de nos comportements individuels par la sobriété.

Quelques pistes d'actions

- J'essaie de mieux entrer dans les raisons des autres (en me formant à l'écoute).
- Je ne laisse pas s'envenimer les conflits qui me concernent (Formation à la non-violence...)
- Je me rends disponible pour des amitiés en dehors de mon milieu (de mes réseaux, de mes références habituelles)
- Je m'informe pour lutter contre la désinformation
- Je réexamine l'ensemble de mes besoins, en vue d'une plus grande sobriété

2. Les engagements associatifs

- Recoudre le lien social : Il nous faut retisser des liens dans tous les domaines où ils se sont défaits. Réparer, coudre et recoudre plutôt que d'en découdre. De ce point de vue, il faut être attentif à l'émergence de tous ces nouveaux « lieux de fraternité », au plan local, à travers des modèles associatifs.
- Poser la question de l'intérêt général : Nous souhaitons promouvoir un bien commun qui transcende les intérêts personnels. Dans notre société atomisée, l'intérêt général ne peut pas être la somme des exigences individuelles.
- Promouvoir une économie du don : L'économie à faire émerger est celle dans laquelle il n'y aurait plus de purs prestataires ni de purs bénéficiaires. Une société où chacun reçoit et donne tour à tour.

Quelques pistes d'actions

- Je m'engage, dans une association militante (pour l'environnement, pour la justice sociale etc.), dans une initiative locale porteuse de liens (tiers-lieu)
- Je soutiens par mon temps et/ou mon argent des initiatives qui permettent la rencontre et la connaissance réciproque, qui expérimentent des approches économiques solidaires : finance solidaire, soutien à des coopératives
- Je soutiens des initiatives qui permettent l'échange de savoir favorisant ainsi l'autonomie des personnes à tous les âges de la vie (aide à la parentalité, accompagnement individualisé pour la recherche de logement, aide à l'autonomie numérique, etc),
- Je mets en relation des initiatives qui s'ignorent (ou des personnes que je connais et dont la collaboration serait fructueuse)

3. Les engagements politiques

Les chrétiens ne peuvent se désintéresser de ce qui ne serait pas à portée de leur action individuelle. Nous n'attendons pas tout de l'État mais dans le même mouvement, comme citoyens engagés dans la cité, nous sommes exigeants vis-à-vis de ceux qui nous gouvernent. Nous demandons que les politiques publiques permettent de :

- Promouvoir une réelle subsidiarité dans les deux sens : Les dispositifs de solidarité qui sont mis en œuvre par les associations sur tout le territoire doivent être reconnus et encouragés sans que l'Etat n'en prenne prétexte pour se désengager sur le terrain.

- Gouverner autrement : Il faut renouveler le débat politique en réfléchissant à introduire des modes de gouvernance plus participatifs à tous les niveaux, et donner toute leur place aux plus jeunes, et aux exclus.
- Instaurer un partage juste : Pour rendre acceptables les efforts rendus nécessaires par la crise écologique, il nous faut promouvoir un partage juste. Cette nécessité d'un partage juste concerne aussi toutes les crises qui traversent notre société, économiques, énergétiques, financières, éducatives. La sobriété est aussi collective.
- Penser à l'après : En matière de guerres, comme en Ukraine, comme aussi dans la gestion des conflits internes à nos sociétés, il faut éviter les logiques de court terme et de tomber sous la dictature de l'émotion.
- Faire confiance : Nous affirmons que la confiance est le socle du pacte social. L'Etat lui-même devrait en particulier reconnaître la contribution particulière des corps intermédiaires (associations, et religions) pour « faire société », et non les traiter en suspects.

Quelques pistes d'actions

- (Ré) investir le terrain politique. Il faut susciter des lieux de vrais débats, par le biais d'associations locales, en y conviant des élus politiques, dans leur diversité.
- Participer concrètement à la vie politique locale, notamment dans les comités de quartier
- Se mobiliser auprès d'associations qui travaillent pour sensibiliser les jeunes à la nécessité de voter.
- Favoriser les rencontres entre le monde politique et les communautés religieuses (associations, paroisses, etc..).
- Promouvoir la possibilité de lancer au plan politique territorial des initiatives, comme les conventions citoyennes, ou « territoire zéro chômage », permettant d'impliquer dans l'élaboration des politiques toutes les générations.
- S'assurer que chaque loi à caractère social prévoit un niveau suffisant d'accompagnement des personnes pour leur accès aux droits et vers une plus grande autonomie (parentalité, logement, numérique).

(1) Inspirées par la pensée sociale chrétienne, les Semaines sociales de France se donnent pour mission de penser pour mieux agir en faveur du Bien commun, « à la recherche d'une présence chrétienne au cœur et au service de notre monde ».